

## **Briefing : « La situation en Afghanistan »**

New York, le 26 septembre 2023

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl,  
Représentante permanente de la Suisse

---

Monsieur le Président,

Nous saluons le rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et remercions les intervenantes de leurs remarques, de leurs recommandations et de leur travail.

Je me permets aussi de faire référence au stakeout des Etats qui ont signé ce que nous appelons les Shared Commitments. Nous devons en effet explorer toutes les pistes et instruments juridiques de la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes, jusqu'à la Cour Pénale Internationale (CPI) pour tenir responsables ceux qui violent systématiquement le droit international.

Monsieur le Président,

Si le rapport du Secrétaire général fait état d'un certain progrès macroéconomique, il souligne également les crises humanitaires et sociales sans précédent, accompagnées de graves violations des droits humains, ainsi que l'absence de réponse à la crise écologique que représente le changement climatique.

Aujourd'hui – et nous l'avons entendu maintes fois - plus des deux tiers de la population afghane ont besoin d'aide. Les femmes restent systématiquement exclues de l'éducation et du travail rémunéré ainsi que de la vie politique, économique et sociale en général. Cela ne fait qu'aggraver la situation de familles entières. La violation des droits des femmes – en plus du fait qu'il s'agit de crimes, et des conséquences sur leur santé, y compris mentale - pèse donc lourdement sur les perspectives économiques et humanitaires du pays entier.

Le fait que le travail humanitaire effectué par les femmes soit en grande partie suspendu coûte tout d'abord des vies humaines. Mais cette exclusion des femmes met également en péril l'ensemble de l'action humanitaire, décourage le financement nécessaire et encourage le détournement économique.

Il n'y a aucun doute : pour que l'Afghanistan puisse se rétablir, il a besoin de femmes qui peuvent déterminer leur propre avenir et participer activement à façonner la vie publique et politique.

Cela commence à l'école, où les filles acquièrent les outils nécessaires. Comme l'a si bien dit Mme Basij-Rasikh lors de notre réunion en juin : « Le secret d'un Afghanistan stable, d'un Afghanistan pacifique et prospère n'est pas un secret du tout : ce sont les filles instruites ».

Nous rappelons ici la résolution 2681 de ce Conseil qui demande aux Talibans de revenir rapidement sur ses politiques et pratiques.

Permettez-moi également de faire une remarque plus générale : comme l'a dit le Haut-commissaire Volker Türk, les droits humains en Afghanistan sont sur le point de s'effondrer. La Suisse soutient activement le travail important de la MANUA dans ce domaine - et je voudrais remercier la Représentante spéciale - en particulier la collecte de données à travers le pays et l'établissement de rapports pertinents, pour qu'un jour, justice soit faite. Par ailleurs, il s'agit aussi de développer des solutions à long terme. Cela nécessite une étroite collaboration avec les organisations de la société civile.

Or, à propos d'approches à long terme, nous ne pouvons pas oublier non plus la crise écologique que représente le changement climatique en Afghanistan. Ses effets cumulés ont des conséquences dévastatrices sur les moyens d'existence de la population, la sécurité et l'économie en Afghanistan et de la région. L'insécurité alimentaire est exacerbée par la hausse des températures, les changements de précipitations et la fréquence accrue des événements météorologiques extrêmes. Davantage de personnes sont contraintes de se déplacer à l'intérieur et à l'extérieur du pays, source potentielle de tensions. Il s'agit donc d'atténuer dès maintenant les effets néfastes du changement climatique et de renforcer la résilience et la capacité d'adaptation de la population tout en adoptant une approche sensible au genre. La Suisse est d'avis que ce Conseil doit se pencher davantage sur cette question et soutenir les efforts importants de la MANUA à cet égard.

Monsieur le Président,

Le Secrétaire général l'affirme dans son rapport : les Talibans n'obtiendront l'autonomie économique uniquement s'ils parviennent à établir une relation de confiance avec la communauté internationale.

Pour la Suisse, cette confiance passe par une gouvernance inclusive et, avant tout autre chose, par le respect des droits humains du peuple afghan dans toute sa diversité.

Nous allons donc nous engager au sein de ce Conseil pour la mise en œuvre de ces résolutions adoptées, et pour une stratégie plus cohérente et holistique sur la base de l'évaluation attendue impatiemment. Mais surtout, nous allons aussi nous engager sur place et dans la région pour le soutien concret à la population afghane.

Je vous remercie.

---

*Unofficial translation*

Mr President,

We welcome the Secretary-General's report on the situation in Afghanistan and thank the speakers for their remarks, recommendations and work.

I would also like to refer to the stakeout of the States that have signed what we call the Shared Commitments. We must explore all legal avenues and instruments, from the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women to the International Criminal Court (ICC), to hold accountable those who systematically violate international law.

Mr President,

While the Secretary-General's report notes some macroeconomic progress, it also highlights the unprecedented humanitarian and social crises, accompanied by serious human rights violations, as well as the lack of response to the ecological crisis posed by climate change.

Today - as we have heard many times - more than two-thirds of the Afghan population are in need of aid. Women remain systematically excluded from education and paid work, as well as from political, economic and social life in general. This only worsens the situation of entire families. The violation of women's rights - in addition to the fact that they are crimes, and the consequences for their health, including mental health - therefore weighs heavily on the economic and humanitarian prospects of the entire country.

First and foremost, the fact that humanitarian work carried out by women is largely suspended costs human lives. But the exclusion of women also jeopardises humanitarian action as a whole, discourages the necessary funding and encourages economic diversion.

There is no doubt about it: if Afghanistan is to recover, it needs women who can determine their own future and play an active part in shaping public and political life.

This starts at school, where girls acquire the necessary skills. As Ms Basij-Rasikh so rightly said at our meeting in June: "The secret of a stable Afghanistan, a peaceful and prosperous Afghanistan, is no secret at all: it is educated girls."

We refer here to Resolution 2681 of this Council, which calls on the Taliban to rapidly reverse its policies and practices.

Allow me also to make a more general comment: as High Commissioner Volker Türk said, human rights in Afghanistan are on the verge of collapse. Switzerland actively supports UNAMA's important in this area work - and I would like to thank the Special Representative - in particular the collection of data across the country and the production of relevant reports, so that one day justice can be done. It is also important to develop long-term solutions. This requires close collaboration with civil society organisations.

When it comes to long-term approaches, we cannot forget the ecological crisis posed by climate change in Afghanistan. Its cumulative effects are having a devastating impact on people's livelihoods, security and economy in Afghanistan and the region. Food insecurity is exacerbated by rising temperatures, changes in rainfall and the increased frequency of extreme weather events. More people are forced to move within and outside the country, a potential source of It is, therefore, important to mitigate the harmful effects of climate change now and strengthen people's resilience and capacity to adapt while adopting a gender-sensitive approach. Switzerland is of the opinion that this Council should give more attention to this issue and support UNAMA's important efforts in this regard.

Mr. Chairman,

The Secretary-General states in his report that the Taliban will only achieve economic autonomy if they succeed in establishing a relationship of trust with the international community.

For Switzerland, this trust requires inclusive governance and, above all else, respect for the human rights of the Afghan people in all their diversity.

We are therefore going to commit ourselves within this Council to the implementation of these adopted resolutions, and to a more coherent and holistic strategy based on the eagerly awaited evaluation. Above all, we are also going to commit ourselves on the ground and in the region to concrete support for the Afghan people.

Thank you.